



CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1956 No. 19 TREATY SERIES

INHUMATION

Échange de Notes entre le CANADA
et la FRANCE

Signées à Paris le 4 septembre 1956

En vigueur le 4 septembre 1956

BURIAL

Exchange of Notes between CANADA
and FRANCE

Signed in Paris September 4, 1956

In force September 4, 1956

52590 557

32 756 799

b 3031184

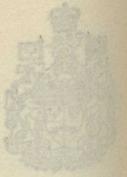
b 1636066

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery | Contrôleur de la Papeterie
OTTAWA, 1958

Price: 25 cents

Prix: 25 cents

97518-5-1



NUMERATION

Échange de Notes entre le CANADA
et la FRANCE

Signées à Paris le 4 septembre 1956

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
I. Note, en date du 4 septembre 1956, adressée par le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères au Chargé d'Affaires a.i. du Canada en France	4
Annexe	8
<hr/>	
II. Note, en date du 4 septembre 1956, adressée par le Chargé d'Affaires a.i. du Canada en France au Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères ..	10

BURIAL

Exchange of Notes between CANADA
and FRANCE

Signed in Paris September 4, 1956

In force September 4, 1956

CONTENTS

PAGE

I. Note, dated September 4, 1956, from the Ambassador of France, Secretary General of the Ministry of Foreign Affairs to the Chargé d'Affaires a.i. of Canada in France	5
Annex	9
II. Note, dated September 4, 1956, from the Chargé d'Affaires a.i. of Canada in France to the Ambassador of France, Secretary General of the Ministry of Foreign Affairs	11

ÉCHANGE DE NOTES (le 4 septembre 1956) ENTRE LE CANADA ET LA FRANCE
CONCERNANT LES DISPOSITIONS RELATIVES À L'INHUMATION EN FRANCE
DES CORPS DES MEMBRES DES FORCES CANADIENNES ET DE L'ÉLÉMENT
CIVIL

I

*Le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères,
au Chargé d'Affaires a.i. du Canada en France*

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PARIS, le 4 septembre 1956

Monsieur le Chargé d'Affaires,

J'ai l'honneur de vous proposer de régler certains problèmes relatifs au transport, à l'inhumation et à l'embaumement des corps des membres des forces canadiennes et de l'élément civil et des personnes à charge décédés en France par les dispositions suivantes:

"1. Les dispositions de la présente lettre s'appliquent en cas de décès sur le territoire français métropolitain d'un membre des forces du Canada ou de l'élément civil ou d'une personne à charge, tels qu'ils sont définis par la Convention entre les États Parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, signée à Londres le 19 juin 1951.*

"2. En cas de décès d'une personne entrant dans les catégories visées au paragraphe 1^{er}, le médecin habilité à cet effet constate le décès et rédige un certificat dont le modèle figure en annexe à la présente lettre. Un double de ce certificat, rédigé en français, contenant tous les renseignements d'état-civil du défunt, est immédiatement adressé au maire de la commune où le décès a eu lieu.

"3. Lorsque l'autorité judiciaire française ordonne l'autopsie du défunt, celle-ci est effectuée conjointement par un médecin français désigné par l'autorité judiciaire et un médecin militaire canadien désigné par le commandement canadien, au moment et au lieu fixés par l'autorité judiciaire.

Si l'autorité judiciaire française n'ordonne pas l'autopsie du défunt, celle-ci peut être décidée par les autorités militaires canadiennes compétentes. Le résultat de cette autopsie est communiqué aux autorités françaises sur leur demande.

"4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, le corps du défunt est acheminé sans délai vers le plus proche centre médical des forces canadiennes par les soins du service désigné par les autorités militaires canadiennes compétentes.

Le corps est transporté sous la garde exclusive de convoyeurs désignés par les autorités militaires canadiennes compétentes. A toute réquisition des autorités de police ou de gendarmerie, ces convoyeurs doivent présenter leur carte d'identité personnelle comportant leur photographie et une copie du certificat de décès.

*Recueil des Traités 1953 n° 13.

(Translation)

EXCHANGE OF NOTES (September 4, 1956) BETWEEN CANADA AND FRANCE
CONCERNING BURIAL ARRANGEMENTS IN FRANCE FOR MEMBERS OF
CANADIAN FORCES AND CIVILIAN COMPONENTS

I

*The Secretary General of the Ministry of Foreign Affairs,
to the Chargé d'Affaires a.i. of Canada to France*

MINISTRY

OF

FOREIGN AFFAIRS

FRENCH REPUBLIC

PARIS, September 4, 1956.

Sir:

I have the honour to propose to you to settle certain matters regarding the transport, burial and embalming of bodies of members of the Canadian Forces or the civilian component thereof, or of their dependents, who die in France, by the following provisions:

"1. The provisions of this letter shall be applicable in the case of death, in the French Metropolitan Territory, of a member of the Canadian Forces or the civilian component thereof or of a dependent, as defined by the Agreement between the Parties to the North Atlantic Treaty regarding the status of their Forces, signed at London on June 19, 1951.*

"2. In the case of death of a person coming under the categories mentioned in Paragraph 1, the duly authorized medical officer shall ascertain death and prepare a certificate, a sample form of which is annexed to this letter. A duplicate of such certificate, drawn up in French and containing all details concerning the civil status of the deceased, shall immediately be sent to the mayor of the town where death occurred.

"3. When the French judicial authority prescribes an autopsy of the deceased, the autopsy shall be conducted jointly by a French medical officer designated by the judicial authority and a Canadian military medical officer designated by the Canadian Command, at the time and place fixed by the judicial authority.

When the French judicial authority does not prescribe an autopsy of the deceased, the autopsy may be decided upon by the competent Canadian military authorities. The French authorities shall be informed upon request of the results of such autopsy.

"4. Subject to the provisions of Paragraph 3, the body of the deceased shall be taken without delay to the nearest medical centre of the Canadian Forces by the service designated by the competent Canadian military authorities.

The body shall be transported under the exclusive care of convoy personnel designated by the competent Canadian military authorities. Whenever requested by police or gendarme authorities, such conveying personnel shall produce personal identity cards bearing their photographs as well as a copy of the death certificate.

*Canada Treaty Series 1953, No. 13.

Le transport en cercueil hermétique est obligatoire en cas de décès des suites de l'une des maladies ci-après:

- a) variole, choléra, charbon;
- b) infections typhoparatyphoïdiques, dysenteries.

"5. Les services compétents des forces canadiennes peuvent procéder aux opérations tendant à la conservation des corps par l'embaumement ou par tout autre moyen en se conformant uniquement aux réglementations applicables aux forces armées du Canada.

Toutefois, lorsque l'inhumation devra avoir lieu en France, l'emploi de l'arsenic et du mercure est interdit dans les opérations d'embaumement. En outre, deux échantillons des substances employées pour ces opérations sont prélevés et mis sous scellés par les services compétents des forces canadiennes; l'un des échantillons est conservé par ces services; l'autre, qui doit peser au moins 125 grammes, est envoyé à la Préfecture, accompagné d'une note indiquant le nom et l'adresse de la personne embaumée, le nom du service et des personnes responsables de l'embaumement ainsi que le lieu et la date de l'embaumement.

"6. Le Gouvernement du Canada peut créer et entretenir en France, en des emplacements soumis à l'agrément préalable du Gouvernement français, des cimetières permanents ou provisoires. Il peut également rapatrier les restes au Canada ou dans d'autres pays. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, il n'est pas soumis aux lois et règlements applicables en matière de permis d'inhumation, d'exhumation et de transfert des dépouilles.

"7. Le Gouvernement du Canada s'engage à faire exécuter les opérations prévues à la présente lettre de telle manière qu'elles ne puissent constituer un danger pour la santé publique et à faire prendre toutes dispositions d'ordre sanitaire nécessaires à cette fin.

"8. Le Gouvernement du Canada s'engage à fournir aux autorités françaises, à la demande de celles-ci, toutes indications sur les opérations de transport, d'embaumement et d'inhumation ou d'exhumation en France ou hors de France dont ont fait l'objet les personnes entrant dans les catégories visées au paragraphe 1^{er} décédées en France. Il s'engage en outre à donner tout autre renseignement qui lui serait demandé par les autorités françaises dans l'intérêt des familles.

"9. Le Gouvernement français et le Gouvernement du Canada s'engagent à se prêter mutuellement assistance pour la conduite des enquêtes judiciaires consécutives au décès d'une personne entrant dans les catégories visées au paragraphe 1^{er}.

"10. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1^{er}, le Gouvernement du Canada peut transporter en France, pour les inhumer dans les cimetières permanents ou provisoires prévus au paragraphe 6, les corps des membres des forces du Canada et de l'élément civil et des personnes à charge décédés en dehors du territoire français métropolitain. Le transport doit se faire en cercueil hermétique lorsque le trajet à parcourir est supérieur à 200 kilomètres.

L'entrée en France des corps a lieu au vu d'une autorisation délivrée par les autorités françaises compétentes, notamment à l'étranger par le représentant consulaire français du lieu du décès.

Transportation in a hermetically-sealed coffin is compulsory in the case of death resulting from one of the following diseases:

- (a) smallpox, cholera, carbuncle;
- (b) typhoparatyphoidic infections, dysentery.

"5. The competent services of the Canadian Forces may carry out operations for the preservation of the bodies by embalming or by any other means complying only with the regulations applicable to the Canadian Armed Forces.

However, when burial is to take place in France, the use of arsenic and mercury in the embalming process is prohibited. Moreover, two samples of the materials used in these operations shall be taken and placed under seal by the competent services of the Canadian Forces. One of the samples shall be kept by such services; the other, which must weigh at least 125 grams, shall be sent to the Prefecture, with a note giving the name and address of the person embalmed, the name of the service and persons responsible for embalment, as well as the place and date of embalming.

"6. The Government of Canada may establish and maintain in France permanent or temporary cemeteries in locations previously approved by the French Government. It may also repatriate the remains to Canada or other countries. Subject to the provisions of Paragraph 2, it shall not be subject to the laws and regulations applicable in the matter of permits for burial, exhumation and transfer of remains.

"7. The Government of Canada agrees to have the operations mentioned in this letter performed in such a manner that they may not constitute a danger to public health and to have all necessary sanitary measures taken to this end.

"8. The Government of Canada agrees to provide the French authorities, at their request, with full information concerning the operations of transport, embalming, burial or exhumation in or outside France, in the case of persons coming under the categories mentioned in Paragraph 1 who die in France. It furthermore agrees to supply any other information which might be requested on behalf of the families by the French authorities.

"9. The French Government and the Canadian Government agree to render assistance to each other in the conduct of judicial investigations resulting from the death of a person coming under the categories mentioned in Paragraph 1.

"10. Notwithstanding the provisions of Paragraph 1, the Government of Canada may take to France, for burial in the permanent or temporary cemeteries provided for in Paragraph 6, the bodies of members of the Canadian forces or the civilian component thereof, or the bodies of their dependents, who die outside the Metropolitan Territory of France. Transportation shall take place in hermetically-sealed coffins whenever the distance to be covered is more than 200 kilometres.

Entry of the bodies into France shall take place upon production of an authorization issued by the competent French authorities, and in particular by the local French consular representative where death has occurred in a foreign country.

“11. Aucune disposition de la présente lettre ne dispense de l’observation des prescriptions du code civil français sur l’état-civil.”

Si les dispositions qui précèdent recueillent l’agrément de votre Gouvernement, j’ai l’honneur de vous proposer que la présente lettre et la réponse que vous voudrez bien m’adresser constituent l’accord entre nos deux Gouvernements qui prendra effet à la date de votre réponse.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d’Affaires, les assurances de ma considération la plus distinguée.

LOUIS JOXE

Monsieur Henry F. Davis
Chargé d’Affaires a.i.
du Canada en France.

Annexe

CERTIFICAT DE DÉCÈS

Le Médecin soussigné:

Nom
Grade
Qualité
Adresse

Certifie que:

Nom
Prénoms
Grade ou fonctions
Matricule
Né le
à
Fils de
et de

¹ Conjoint, Fils, Fille de

Nom
Grade ou fonctions
Adresse
Est décédé le
à
Cause du décès

Certifié exact:

(signature du médecin)
(cachet)

¹ Pour les personnes à charge.

"11. No provision of this letter shall exempt from compliance with the requirements of the French Civil Code regarding civil status."

If the above provisions meet with the approval of your Government, I have the honour to propose to you that this letter and the reply that you will kindly send me constitute the Agreement between our two Governments, to take effect on the date of your answer.

Accept, Sir, the assurances of my most distinguished consideration.

LOUIS JOXE

Mr. Henry F. Davis
Chargé d'Affaires a.i. of Canada to France.

Annex

DEATH CERTIFICATE

The undersigned Medical Officer:

Name
Rank
Position
Address

Certifies that:

Last name
First and middle names
Rank or duties
Serial number
Born on
at
Son of
and of

¹ Spouse Son of Daughter of

Name
Rank or duties
Address
Died on
at
Cause of death

Certified correct:

(signature of Medical Officer)
(seal)

¹ In the case of dependents.

II

*Le Chargé d'Affaires a.i. du Canada en France au Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères*

AMBASSADE DU CANADA EN FRANCE

PARIS, le 4 septembre 1956

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 4 septembre renfermant des propositions visant au règlement de certains problèmes relatifs au transport, à l'inhumation et à l'embaumement des corps des membres des forces canadiennes et de l'élément civil et des personnes à charge décédés en France.

Le Gouvernement du Canada souscrit aux propositions formulées dans votre lettre concernant ces problèmes. Conformément à votre suggestion, le Gouvernement du Canada consent également à ce que votre lettre et la présente réponse constituent un accord entre nos deux Gouvernements sur ces problèmes prenant effet aujourd'hui même.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

HENRY F. DAVIS

Monsieur Louis Joxe
Ambassadeur de France
Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères
Quai d'Orsay.

(signature of Medical Officer)

(seal)

Certified correct:

In the case of dependents

II

*The Chargé d'Affaires a.i. of Canada to France to the Secretary General
of the Ministry of Foreign Affairs*

CANADIAN EMBASSY IN FRANCE

PARIS, September 4, 1956.

Excellency:

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of September 4 containing proposals relative to the settlement of certain matters regarding the transport, burial and embalming of bodies of members of the Canadian Forces or the civilian component thereof, or of their dependents, who die in France.

The Government of Canada subscribes to the proposals set forth in your letter concerning these matters. In accordance with your suggestion, the Government of Canada also consents to your letter and this reply constituting an agreement between our two Governments regarding these matters, taking effect this very day.

Accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

HENRY F. DAVIS

Mr. Louis Joxe
Ambassador of France
Secretary General of the Ministry
of Foreign Affairs
Quai d'Orsay.

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A A E



8 42419002 2002 6303 3

of the Ministry of Foreign Affairs
CANADIAN EMBASSY IN FRANCE

Paris, September 4, 1956

I have the honor to acknowledge receipt of your letter of September 4
concerning the settlement of certain matters regarding the
of the Canadian Forces
and the maintenance of the
of their dependents who are in France
The Government of Canada subscribes to the proposals set forth in your
letter concerning these matters in accordance with your suggestion that
the Government of Canada also consent to your letter and this reply constituting
an agreement between our two Governments regarding these matters (taking
effect this very day).

Accept, Excellency, the assurances of my highest consideration

HENRY F. DAVIS

SIVAD F. YRRENE

Minister of State

Minister of State

Secretary General of the Ministry

of Foreign Affairs

Paris, France